

Cahiers d'Études africaines

Salarié·e·s d'en bas. Pratiques de travail, trajectoires et imaginaires

Appel à contributions pour un numéro thématique des *Cahiers d'études africaines*

coordonné par Etienne Bourel et Guillaume Vadot

Le présent appel s'appuie, en ce qui concerne le travail sur le continent africain, sur le constat d'un double renouvellement ces quinze dernières années. En termes de réalité empirique d'abord, dans la mesure où de fortes croissances économiques et de nouveaux déploiements de la mondialisation ont entraîné une dynamique d'expansion portée surtout par le secteur privé, et ont conduit au développement de nouvelles formes de travail ainsi qu'à une augmentation – jusque-là bien peu documentée – de la fraction salariée des classes populaires dans de nombreux pays. En matière d'approches scientifiques ensuite, puisque, après le choc constitué par les ajustements structurels, le regard s'est déplacé vers d'autres figures sociales (à l'image de l'entrepreneur·e plus ou moins « formel·le » (Geschiere & Könings 1993 ; Ellis & Fauré 1995 ; Saint-Lary *et al.* 2009)), ou vers des problématiques transversales au sein desquelles le travail est subsumé. Plus récemment, de nouvelles démarches de recherche ont émergé pour rendre compte des processus capitalistes en cours, dans leurs configurations socio-politiques locales (Knierzinger 2017) comme à travers l'étude des chaînes globales d'approvisionnement (*supply chains*) (Bair 2009) ou du phénomène d'accaparement des terres (*land grabbing*) (Borras, Edelman & Oya 2016).

Dans ce contexte, travail et travailleur·se·s subalternes et (souvent) manuel·le·s ont bien moins retenu l'attention que cela n'avait été le cas dans les années 1970 et 1980 (Copans 2014). S'il est évident que la réalité sociale a changé entre cette époque et aujourd'hui, et que les espoirs placés dans la modernisation industrielle du continent se sont effrités (Ferguson 1999), il n'en serait pas moins faux de s'en remettre à une historiographie excessivement clivée et potentiellement normative (Lachenal & Mbodj-Pouye 2014). Dans l'Afrique contemporaine, l'emploi reste un objet politique, support de promesses, de négociations et de contestations ; les entreprises et les lieux de travail salarié constituent des espaces incontournables pour l'observation des dynamiques sociales et politiques. S'il est vrai que l'engouement pour l'informel qui a marqué les années 1990 n'aurait pas dû faire négliger l'importance d'étudier les salarié·e·s et entreprises des pays du Sud (Cabanès, Copans et Sélim 1995), le travail et les relations de propriété (Berry 1993), ne serait-il pas, de même, erroné aujourd'hui de généraliser hâtivement la remarque de James Ferguson (2006) selon laquelle, désormais, le capital « saute » d'un lieu à un autre sans nécessiter de travail ni s'ancrer dans les sociétés ?

L'agriculture à grande échelle (Li 2011), les transports, les usines, les sociétés de sécurité, les chantiers forestiers ou encore le secteur du bâtiment, qui est en plein *boom* dans de nombreux pays aussi bien à travers les grands chantiers que *via* la petite construction privée, ont ainsi mobilisé une main-d'œuvre grandissante ces dernières années, tandis que le secteur minier réinventait les manières de mobiliser la sienne (Rubbers 2018). Corrélativement, on a pu observer depuis le début des années 2000 une entrée toujours plus importante des femmes dans ce type de salarisations (Sender, Oya &

Cramer 2006 ; Konings 2012 ; Benya 2017), phénomène qui reste encore en bonne partie à explorer dans son étendue comme ses implications. Étudier ces nouvelles dynamiques d'ouvriérisation et de salarisation recouvre donc pour commencer un enjeu de connaissance quantitative, statistique, que les recherches sur la catégorie de « classes moyennes » en Afrique (Darbon & Toulabor 2014) ont parfois amorcé, mais qu'il faut chercher à pousser plus loin tout en les resituant ici socialement dans les groupes populaires.

C'est donc sur ces sites du travail, qu'ils soient ou non nouveaux, que veut se pencher de manière privilégiée ce numéro. Son ambition est de contribuer aux discussions sur les transformations en cours au sein des sociétés africaines en s'intéressant aux trajectoires suivies et la place prise par les travailleurs et travailleuses salarié·e·s d'exécution. Et, ce faisant, de mettre en question le concept d'enclave à partir duquel ont été de plus en plus fréquemment abordées les activités industrielles sur le continent. En s'appuyant sur la sociologie et l'anthropologie de l'entreprise, du travail, mais aussi des migrations et le tournant vers la mobilité pris par ce dernier champ (Sheller & Urry 2016), il s'agit de rendre compte des dynamiques sociales qui contribuent à la formation de toute main-d'œuvre : la place du salariat dans les trajectoires individuelles, les migrations, les arrangements qui permettent la stabilisation (travail à-côté, logement), ou encore les styles de vie. Sans oublier l'activité de travail elle-même, curieusement un parent pauvre des générations précédentes de la littérature (Freund 1984 ; Agier, Copans & Morice 1987). Expérience commune mettant en jeu les corps, un horizon technique (Ouédraogo & Fofana 2009) ainsi que les dimensions relationnelles et politiques de la construction de la personne et des groupes (Bourgeois 1989 ; Hayem 2008), l'activité de travail gagne elle aussi à être observée sans l'isoler, en rapport avec la socialisation d'ensemble des ouvrier·ère·s ou employé·e·s. En somme, l'enjeu consiste à se mettre en mesure de rattacher l'expérience salariée aux processus sociaux – et, potentiellement, aux transformations – d'ensemble qui la configurent, pour les éclairer réciproquement.

La problématique qui vise à aborder l'expérience ouvrière ou employée dans un ensemble « populaire » plus large peut s'inspirer de travaux de sociologues, d'anthropologues et d'historiens non exclusivement africanistes, qui ont souligné la porosité des frontières au sein d'un ensemble populaire vaste et mouvant (Thompson 1964 ; Althabe 1988 ; Weber 1989 ; Retière 1994 ; Noiriel 2002 ; Schwartz 2012 ; Vigna & Zancarini-Fournel 2013). Ce faisant, il devient possible d'envisager la place prise dans les socialisations par le travail comme activité et par la salarisation comme espace de contraintes et d'opportunités, sans en préjuger par avance, et sans mettre de côté les expériences ou les régimes d'identification concomitants voire alternatifs.

Cet apport permet un déplacement vis-à-vis des nombreux travaux – aujourd'hui souvent négligés – qui ont été menés dans le passé à propos des travailleur·se·s africain·e·s. C'est en effet souvent en partant de la rupture que les salarié·e·s étaient censé·e·s incarner vis-à-vis du reste de la réalité sociale que celles et ceux-ci ont été abordé·e·s, qu'il s'agisse de considérer ensemble le groupe des « travailleurs modernes » ou « évolués », ou, plus tard, d'évaluer le potentiel politique spécifique des ouvrier·ère·s (Sandbrook & Cohen 1975). En réalité, et malgré l'effort fourni en ce sens par l'administration sous le colonialisme tardif (Mamdani 2004 ; Rubbers & Poncelet 2015), la segmentation des sociétés africaines par le type de travail est restée limitée. Les salarié·e·s ne sont jamais devenu·e·s la classe séparée et domestiquée que projetait l'administration (Cooper 2004). Réinscrire ouvrières et ouvriers dans le populaire revient donc également à se départir de tout préalable prescriptif en ce qui concerne la fabrique de leurs comportements et compétences politiques, ainsi que des rapports à l'État – mais, aussi, à faire de la question de leur politisation un point d'intérêt parmi d'autres et non un enjeu obnubilant l'attention.

En fournissant une référence commune, la problématique de la formation de la « classe ouvrière », sous l'influence de l'historien britannique E. P. Thompson, a donné lieu néanmoins à de nombreuses explorations concernant l'influence de la religion (Lubeck 1986), des migrations (Burawoy 1972 ; Van Onselen 1976 ; Agier 1987) de la cohabitation avec d'autres couches populaires urbaines (Jeffries 1978 ; Waterman 1979 ; Van Onselen 1982), des rapports entre syndicalisme et histoire sociale locale (Iliffe 1970 ; Crisp 1984 ; Cooper 1987). Ce faisant, ces diverses monographies, que l'on doit essentiellement à des auteurs anglophones, offrent une ressource historiographique

majeure, et même la possibilité pour les chercheur·se·s d'aujourd'hui de faire de la revisite ethnographique (Burawoy 2010) de terrains anciens une des modalités heuristiques pour de nouveaux travaux.

Ces dernières années, l'analyse du travail en Afrique a été largement renouvelée par des travaux inscrits dans le champ de l'histoire globale (Van der Linden 2008), recherches dont la dynamique a été couronnée cette année par une publication de synthèse à l'occasion des cent ans de l'Organisation Internationale du Travail (Bellucci & Eckert 2019). Prenant acte justement de l'absence de segmentation absolue selon l'occupation, ce courant insiste sur l'enchâssement entre elles des différentes formes de travail et d'emploi – domestique, agricole, artisanal, commercial, entrepreneurial, salarié, public et privé – pour tenter d'en bâtir une compréhension intégrant les contraintes financières, productives, sociales et politiques et leur connexion à l'échelle du monde.

Tout en s'appuyant sur ces nouveaux éclairages, le choix opéré par ce numéro de centrer son attention sur le travail et les travailleur·se·s salarié·e·s subalternes s'accompagne d'un intérêt pour la différenciation et la reproduction sociale. La question est ainsi de savoir quelle est la place prise par le travail salarié subalterne (et souvent manuel) dans ces phénomènes plus vastes. Autrement dit, de déterminer à quelles « chances de vie » (Weber 2003) permettent ou non d'accéder ces salarisations, et si et en quoi elles contribuent aussi bien à la diversification des expériences et des imaginaires au sein des classes populaires qu'à la délimitation de ces dernières vis-à-vis de groupes mieux dotés et de trajectoires sociales inaccessibles. Ainsi n'est-il pas plus ici question d'assigner aux ouvrier·ère·s d'Afrique telle propension politique que de les réduire à une figure de l'affliction, mais plutôt d'évaluer la place de ces salarisations – souvent partielles, souvent temporaires – dans les dynamiques sociales contemporaines et l'évolution des représentations.

Pour cela, les propositions reposant sur un travail de terrain récent seront particulièrement valorisées. Celles-ci, de même qu'ultérieurement les articles, peuvent être rédigées en anglais ou en français, et devront chercher à éclairer l'un des enjeux soulignés par cet appel.

La date limite pour leur envoi est fixée au vendredi 31 janvier 2020 à minuit (GMT+1). Leur format ne devra pas excéder 500 mots.

Ces propositions devront être envoyées à guillaume.vadot@sciencespo.fr et e_bourel@yahoo.com.

CALL FOR PAPERS

Cahiers d'Études africaines

**Wage Labour and the Lower Classes.
Work Practices, Trajectories and Imaginaries**

This call for papers about labour on the African continent derives from the analysis of a renewal of labour and labour studies in the last fifteen years. First, there has been a change in empirical reality, insofar as high economic growth and new extensions of globalisation have brought about a dynamic of expansion mostly fuelled by the private sector. These evolutions have led to the development of new ways of working, as well as to a rise—sparsely documented until now—of wage labour among the working classes in numerous countries. Secondly, there has been a renewal in scientific approaches, given that research attention, after the shock of the structural adjustments, has turned towards other social characters (such as the more or less “formal” entrepreneur [Geschiere & Könings, 1993; Ellis & Fauré 1995; Saint-Lary *et al.* 2009]), or to transversal issues inside which labour is subsumed. More recently, new research approaches have emerged that account for the capitalist processes in motion. These developments have been illustrated in their local socio-political configurations (Knierzinger 2017), through the study of supply chains (Bair 2009), or the land grabbing phenomenon (Borras, Edelman & Oya 2016).

In this context, labour and subaltern (often manual) workers have received far less attention than in the 1970s or 1980s (Copans 2014). It is obvious that the social reality and imaginaries have changed since then, and that the hopes placed in the continent's industrial modernisation have crumbled (Ferguson 1999). Nevertheless, it still would be wrong to rely on a potentially normative and excessively dichotomous historiography (Lachenal & Mbodj-Pouye 2014). In contemporary Africa, employment remains a political object, a support of promises, negotiations and contestations; enterprises and workplaces constitute key spaces for the observation of social and political dynamics. Just as the enthusiasm for the informal sector which put its imprint on the 1990s should not have prompted neglect of the importance of studying the workers and enterprises of the Southern countries (Cabanes, Copans & Sélim 1995) or work and propriety relations (Berry 1993). Indeed, it would be erroneous today to generalise hastily James Ferguson's observation (2006) according to which capital now "jumps" from one place to another without requiring labour or anchoring itself in societies.

Numerous economic sectors have indeed mobilised a growing workforce over the last years: such as large-scale agriculture (Li 2011), transports, factories, security companies, logging sites or, to an even greater degree, the building sector—currently a very dynamic sector in numerous countries through both public and private construction works. In addition, the mining sector managed to reinvent ways to mobilise its own labour force (Rubbers 2018). In correlation, since the early 2000s, one can observe an ever-growing entry of women into the workforce and, in particular, in this type of salaried work (Sender, Oya & Cramer, 2006; Konings 2012; Benya 2017). A phenomenon whose extent and implications still need to be thoroughly explored. Studying these new dynamics—that is, a growth in the number of subaltern workers and an increasing importance of salaried labour—implies consequently to address the challenge of producing statistical knowledge. Research on the "New African Middle-Class" (Darbon & Toulabor 2014) has sometimes initiated this task, yet it needs to be pushed further to shed light on the complex relationships between macro (a rise in salarisation) and micro (life trajectories and socialisations) processes.

Thus, it is on these "work sites" that this special issue wants to place emphasis, whether they are new or not. Its ambition is to contribute to debates on the ongoing transformations within African societies by focusing on the social trajectories that wage-workers follow, and on the importance taken by the latter in the reconfiguration of grassroots experiences. In so doing, it aims at casting doubt upon the concept of "enclave," which is frequently used to analyse the industrial activities on the continent. Supported by studies in the sociology and anthropology of labour, but also of migration, and on the focus on mobility within migration studies (Sheller & Urry 2016), the goal is to assess the social dynamics that contribute to the formation of any workforce. For example, the place of salaried work in individuals' paths, migrations, arrangements that allow for stabilisation (side work, housing), and lifestyles. It is also important to take into account the work practices themselves which, oddly, have been a persistent blind spot in labour studies in Africa (Freund 1984; Agier, Copans & Morice 1987). Such work practices are yet a common experience mobilising bodies, a technical horizon (Ouédraogo & Fofana 2009), as well as part of the relational and political dimensions of the construction of individuals and groups (Bourgois 1989; Hayem 2008). Their in-depth study requires observations that do not isolate it, linking it with the overall socialisation of workers. In sum, the main challenge is to tie the salaried experience to the all-encompassing social processes—and potentially with the transformations—that shape it in order to shed light on both reciprocally.

The approach that aims at examining the experience of wage-workers or employees as part of a broader whole ("working" or "popular" classes) can draw inspiration from the work of sociologists, anthropologists and historians—not exclusively from African Studies—who have emphasised the porosity of frontiers within a vast and shifting set of lower classes' experiences, constraints and imaginaries (Thompson 1964; Althabe 1988; Weber 1989; Retière 1994; Noiriel 2002; Schwartz 2012; Vigna & Zancarini-Fournel 2013). Thus, it becomes possible to consider the importance of socialisation through labour as an activity, and to look at socialisation through salaried work as an area of constraints and opportunities, neither presupposing in advance nor putting aside concomitant or alternative experiences and identification regimes.

This perspective allows for the re-reading of numerous earlier works on African workers (most of them neglected today) from a renewed perspective. Indeed, salaried workers were frequently approached as divorced, or ruptured from the rest of the social reality that they were supposed to embody—whether the aim was to consider altogether the group of “modern workers” or “*évolués*” (“detrribalized”) or, later, to assess the specific political potential of the “working class” (Sandbrook & Cohen 1975). In fact, and despite the efforts made in that direction by the administration under late colonialism (Mamdani 1996; Rubbers & Poncelet 2015), the segmentation of African societies by trade or profession, or type of work, remained limited. Salaried workers never became the separate and domesticated class dreamed of by the administration (Cooper 1996). To study wage-workers as part of a wider popular whole consequently amounts to straying from any prescriptive precondition concerning the fabrication of their political behaviours and skills, as well as the ways in which they relate to the state. It also requires studying their politicisation as one point of interest among others, instead of making it the obsessive focus or main issue.

By providing a common reference, the question of the formation of a “working class,” under the influence of the British historian E. P. Thompson, has nevertheless produced numerous and diverse explorations. They have focused on the influence of religion (Lubeck 1986), migrations (Burawoy 1972; Van Onselen 1976; Agier 1987), cohabitation with other urban working classes (Jeffries 1978; Waterman 1979; Van Onselen 1982) or the relations between syndicalism and local social history (Ilfiffe 1970; Crisp 1984; Cooper 1987). This way, these diverse monographies (that we essentially owe to anglophone authors) offer a major historiographic resource, and even the possibility for current researchers to make of the ethnographic revisit (Burawoy 2003) of ancient fieldworks one of the heuristic methods for producing new works.

Over the past several years, the analysis of labour in Africa has been largely updated by the research agenda of global labour history (Van der Linden 2008). This dynamic input was epitomised this year in the publication of a synthesis for the International Labour Organisation centenary (Belluci & Eckert 2019). This movement too insisted on the absence of any absolute segmentation according to occupation, and underscored the entanglement of different forms of labour and employment—domestic, agricultural, artisanal, commercial, entrepreneurial, salaried, public and private. It aimed at building an understanding that integrates financial, productive, social and political constraints, and their connection to the world scale.

Given these new perspectives, the choice made in this special issue of paying particular attention to wage-labour and subaltern workers comes with an interest in differentiation and social reproduction. The question is therefore to understand how important subaltern salaried (and often manual) labour is within the context of these larger phenomena. In other words, it aims, on the one hand, to determine how salaried work grants, or does not give access to, “life chances” (Weber, 2019), and which of them. On the other hand, it considers if and to what extent salarisation contributes to the diversification of experiences and imaginaries within the wider popular whole in which workers are inserted, as much as to the delimitations between the latter and the better-endowed. Consequently, the present proposal is neither about assigning to the African workers a predictive political role, nor reducing them to an affliction figure, as in the past. The question is more to evaluate the place of salaried work—often incomplete, often temporary—in contemporary African societies’ dynamics and in the change of representations.

In this regard, abstracts based upon recent significant fieldwork will be favorably considered. Abstracts (and articles, if accepted for publication) must be written in English or French and will aim at shedding light on one of the issues raised in this call.

The deadline for submitting abstracts is set for 31st January 2020, midnight (GMT+1). Abstract proposals should not exceed 500 words.

Please send your abstract by email to : guillaume.vadot@sciencespo.fr or e_bourel@yahoo.com.

- Althabe G., 1988, « Vers une ethnologie du présent », *Revue de l'Institut de Sociologie*, 3-4 : 89-98.
- Bair J. 2009, *Frontiers of Commodity Chain Research*, Stanford, Stanford University Press.
- Bellucci S. & Eckert A. (eds.), 2019, *General Labour History of Africa : Workers, Employers and Governments, 20th-21st Centuries*, Woodbridge, Boydell & Brewer.
- Benya A., 2017, « Going Underground in South African Platinum Mines to Explore Women Miners' Experiences », *Gender & Development*, 25 (3) : 509-522.
- Berry S. S., 1993, *No Condition Is Permanent : The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Borras S., Edelman M. & Oya C. (eds.), 2016, *Global Land Grabs : History, Theory and Method*, London-New-York, Routledge.
- Bourgeois P. I., 1989, *Ethnicity at Work : Divided Labor on a Central American Banana Plantation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Burawoy M., 1972, *The Colour Class on the Copper Mines: From African Advancement to Zambianization*, Manchester, University of Zambia.
- 2010, « Revisiter les terrains. Esquisse d'une théorie de l'ethnographie réflexive », in D. Cefaï (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS : 295-351.
- Cabanes R., Copans J. & Sélim M. (dir.), 1995, *Salariés et entreprises dans les pays du Sud : contribution à une anthropologie politique des travailleurs*, Paris, Karthala-ORSTOM.
- Cooper F., 1987, *On the African Waterfront : Urban Disorder and the Transformation of Work in Colonial Mombasa*, New Haven, Yale University Press.
- 2004, *Décolonisation et travail en Afrique. 1935-1960*, Paris, Karthala.
- Copans J., 2014, « Pourquoi travail et travailleurs africains ne sont plus à la mode en 2014 dans les sciences sociales », *Politique africaine*, 133 : 25-43.
- Crisp J., 1984, *The Story of an African Working Class: Ghanaian Miners' Struggles, 1870-1980*, London, Zed Books.
- Darbon D. & Toulabor C. (eds.), 2014, *L'invention des classes moyennes africaines : enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala.
- Ellis S. & Fauré Y.-A. (eds.), 1995, *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala.
- Ferguson J., 1999, *Expectations of Modernity : Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press.
- 2006, « Governing Extraction », in *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*, Durham, Duke University Press: 194-210.
- Freund B., 1984, « Labor and Labor History in Africa : A Review of the Literature », *African Studies Review*, 27 (2) : 1-58.
- Geschiere P. & Könings P. (eds.), 1993, *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala.
- Hayem J., 2008, *La figure ouvrière en Afrique du Sud*, Johannesburg, IFAS ; Paris, Karthala.
- Illife J., 1970, « A History of the Dockworkers of Dar Es Salaam », *Tanzania Notes and Records*, 71 : 119-148.
- Jeffries R., 1978, *Class, Power, and Ideology in Ghana: The Railwaymen of Sekondi*, Cambridge-New-York, Cambridge University Press.
- Knierzinger J., 2017, *Bauxite Mining in Africa : Transnational Corporate Governance and Development*, Cham, Palgrave Macmillan.
- Konings P., 2012, *Gender and Plantation Labour in Africa: The Story of Tea Pluckers' Struggles in Cameroon*. Bamenda: Langaa RPCIG.
- Lachenal G. & Mbodj-Pouye A., 2014, « Restes du développement et traces de la modernité en Afrique », *Politique africaine*, 135 (3) : 5-21.
- Li T. M., 2011, « Centering Labor in the Land Grab Debate », *The Journal of Peasant Studies*, 38 (2) : 281-298.
- Lubeck P. M., 1986, *Islam and Urban Labor in Northern Nigeria: The Making of a Muslim Working Class*, Cambridge-New-York, Cambridge University Press.
- Mamdani M., 2004, *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala.
- Noiriel G., 2002, *Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe siècle*, Paris, Points.
- Ouédraogo J.-B. & Habibou F., 2009, *Travail et société au Burkina Faso: technique, innovation, mobilisation*, Paris, L'Harmattan.
- Retière J.-N., 1994, *Identités ouvrières : histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan.
- Rubbers B., 2018, « Mining Towns, Enclaves and Spaces : A Genealogy of Worker Camps in the Congolese Copperbelt », *Geoforum*, 98 : 88-96.
- Rubbers B. & Poncelet M., 2015, « Sociologie coloniale au Congo belge », *Genèses*, 99(2) : 93-112.
- Saint-Lary M., Abega S., Ango Ela K. & Gruénais M.-É., 2009, « Entrepreneurs et entreprises en quête de normes », *Bulletin de l'APAD*, 29-30.
- Sandbrook R. & Cohen R., 1975, *The Development of an African Working Class : Studies in Class Formation and Action*, Toronto, University of Toronto Press.
- Sheller M. & Urry J., 2016, « Mobilizing the New Mobilities Paradigm », *Applied Mobilities*, 1 (1) : 10-25.
- Schwartz O., 2012, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, Presses universitaires de France.
- Sender J., Oya C. & Cramer C., 2006, « Women Working for Wages : Putting Flesh on the Bones of a Rural Labour Market Survey in Mozambique », *Journal of Southern African Studies*, 32 (2) : 313-333.

- Thompson E. P., 1964, *The Making of the English Working Class*, New-York, Pantheon Books.
- Van der Linden M., 2008, *Workers of the World : Essays Toward a Global Labor History*, Leiden-Boston, Brill.
- Van Onselen C., 1976, *Chibaro : African Mine Labour in Southern Rhodesia, 1900-1933*, London, Pluto Press.
- 1982, *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand, 1886-1914*, Harlow, Longman.
- Vigna X. & Zancarini-Fournel M. (eds.), 2013, *Ouvrières, ouvriers*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- Waterman P., 1979, *Wage Labour Relations in Nigeria : State Capitalists, Unions and Workers in the Lagos Cargo-handling Industry*, The Hague, Institute of Social Studies.
- Weber F., 1989, *Le travail à-côté : étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA-EHESS.
- Weber M., 2003, *Économie et société. 1, Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon.